

Chapitre 1 : La croissance économique

- Définition et mesure de la croissance économique
- Croissance économique et autres objectifs de la politique économique
- L'analyse conjoncturelle de la croissance

Chapitre 2 : Le commerce extérieur

- Présentation de la balance des paiements
- Les soldes significatifs du commerce extérieur
- Définition macroéconomique du solde courant
- Le commerce extérieur de la France et de la zone euro

Chapitre 3 : L'inflation

- Définition et Evolution de l'inflation
- Les théories explicatives de l'inflation
- Inflation et conduite de la politique monétaire dans la zone euro
- Les évolutions récentes de l'inflation dans la zone euro

Chapitre 4 : Le Policy Mix dans la zone Euro

- Objectifs et instruments de la politique monétaire dans la zone Euro
 - o Les opérations de création de monnaie
 - o Mission et comportement de la Banque Centrale Européenne
- Politique budgétaire et l'Union Monétaire : le Pacte de Stabilité de Croissance
 - o Efficacité de la politique budgétaire
 - o Intérêts et limites du Pacte

Chapitre 5 : Les taux de change

- Eléments de définitions
- Les grandes théories explicatives
- Risque de change et couverture contre ce risque
- Eléments d'explication des évolutions du taux de change euro-dollar

Chapitre 6 : Le chômage

- L'évolution du chômage depuis la fin des années 70
- Les théories explicites
- La situation de la France au début des années 2000

Chapitre 1 : La croissance économique

Pour calculer la croissance économique d'un pays on utilise le PIB (Produit Intérieur Brut)
Ensemble des richesses produites par les unités de production résidentes.

Pour savoir si une richesse est comptabilisée dans le PIB, on regarde si l'unité de production est sur le territoire.

Le PIB est différent du PNB (Produit National Brut)

Il n'est que l'indicateur des richesses produites pas un indicateur qualitatif, pas un indicateur de qualité de vie.

Se monte à 1416,9 Milliards d'euros en 2000 ; 1526,8 Milliards d'euro en 2002 et 1557,2 Milliards d'euro en 2003. (PIB nominal)

Le PIB de 2 années permet de calculer le taux de croissance nominal de l'économie

On distingue taux de croissance nominal et taux de croissance réel = taux de croissance nominal – taux d'inflation.

Lorsque l'on veut faire des comparaisons international le PIB ne sert à rien. Il faut donc les faire avec le PIB par habitants, et plus précisément le PIB par actifs occupés.

Population active : personne ayant un emploi + chômeurs

Pour faire des comparaisons il faut utiliser le taux de croissance réel.

Définition :

La croissance désigne l'augmentation des quantités de biens et services **produites et vendues** au cours d'un intervalle de temps (l'année), se traduisant par une hausse des revenus distribuables. **La croissance est une notion quantitative.**

Indicateur : le taux de croissance du PIB

La notion de développement : ensemble des changements productifs ou sociaux dont le résultat est d'améliorer les conditions d'existence d'une population données dans son ensemble. **Le développement inclut ainsi des phénomènes qualitatifs** (éducation, emploi, taux d'alphabétisation, accès à l'eau potable...)

Calcul du taux de croissance

G= taux de croissance de l'économie

T = l'année

$$G(t) = \frac{\text{PIB}(t) - \text{PIB}(t-1)}{\text{PIB}(t-1)} \times 100$$

Taux de croissance nominal en 2003 de la France

$$G(2003) = \frac{1557,2 - 1526,8}{1526,8} \times 100 = 1,99 \%$$

Taux de croissance réel en 2003 pour la France

$$2 - 1,5 = 0,5$$

Une particularité pour la France : l'année 1993

- Taux de croissance réel : - 0,9 % (1,4 – 2, 3)
- Un pays en récession : le Japon

Taux de croissance réel (1998) : $-1,2 - (-0,2) = -1$

Taux de croissance réel (2001) : $-1,9 - (-1,4) = -0,5$; 0,1 en 2002

Situation déflationniste (attention déflation \neq désinflation)

Le déficit public français s'élevait à 3% du PIB en 1992, et à 6% du PIB en 1993.

Le déficit public est le déficit des administrations publiques (l'Etat + les organismes de sécurité sociale + les collectivités locales : régions, départements, communes)

De manière automatique le solde public suit la conjoncture économique ; lorsque la conjoncture se dégrade le solde public se détériore.

Dans l'année 1993, la croissance économique est négative : pas de demande = pas de rentrée fiscale (TVA), et peu d'impôt sur les sociétés.

Il existe une relation automatique entre le solde public et la croissance économique !

Les conflits potentiels entre la croissance économique et les autres objectifs de politique économique.

La politique économique se définit comme le maniement volontariste d'instruments de la part de l'Etat afin d'atteindre certains objectifs.

Les instruments : le budget, la fiscalité, la redistribution...

Il existe 4 objectifs principaux de la politique économique (d'après N. KALDOR) :

➤ Recherche d'une bonne croissance économique

➤ Maîtrise de l'inflation

➤ Recherche de l'excédent extérieur

Le solde commercial : C'est la différence entre les exportations de biens et les importations de biens (exportation – importation)

Le solde courant (des transactions courantes) : C'est la différence entre les exportations de biens et de services et les importations de biens et de services (exportation – importation)

➤ Recherche du plein emploi

Une situation de plein emploi : Tout individu souhaitant travailler au salaire en vigueur trouve un emploi.

Il peut y avoir du chômage : chômage frictionnel (personne entre deux emplois), chômage volontaire.

C'est le carré magique (il est très difficile d'atteindre les 4 objectifs).

La politique économique consiste à choisir 1 ou 2 objectifs.

L'objectif prioritaire de la politique française de 1983 1997 a été la lutte contre l'inflation : « désinflation compétitive ».

⇒ Augmentation du taux de chômage.

En 1998 il y a eu un revirement de la politique économique : lutte contre le chômage.

Les conflits :

➤ Croissance économique – Equilibre extérieur.

○ Il est difficile de maintenir son solde extérieur en période de forte conjoncture

- Les niveaux de demande influent sur les niveaux d'importations et d'exportations.

Le niveau des exportations dépend du taux de change (pour exporter + : monnaie nationale faible), de la demande des partenaires commerciaux.

Le niveau des importations dépend du taux de change (pour importer + : monnaie forte), la demande nationale.

- La France en 1992 et 1994 : les Etats-Unis au cours de la seconde moitié des années 90.

Très forte dégradation de leur déficit commercial. Dû au fait qu'à la seconde moitié des années 90 ils ont eu la plus forte croissance économique (beaucoup d'importation peu d'exportation).

En 1992 la France dégage un excédent commercial. Dû à la chute des importations, parce que le niveau de l'activité économique était extrêmement bas. Excédent commercial malsain : Augmentation du chômage.

En 1994 la France dégage un excédent commercial a encore augmenté, et l'activité économique a fortement redémarré (les exportations ont été encore plus dynamique que les importations). Excédant sain : Diminution du chômage.

⇒ Il faut analyser économiquement les soldes.

➤ Inflation – Croissance

- L'inflation peut stopper plus ou moins rapidement une phase de croissance économique soutenue
L'investissement est la variable essentielle à prendre en compte.
Croissance économique soutenu par un investissement dynamique : peu d'inflation.
L'investissement est la composante de la demande globale,
l'investissement à une dimension offre (effet capacité)
- L'effet capacité de l'investissement (dimension offre)
Une entreprise qui investi est une entreprise qui pourra répondre à une augmentation de la demande.
- L'effet accélérateur Aftalion. Clark (1910, 1914)
- La comparaison Zone euro – Etats-Unis au cours de la décennie 90
Les entreprises européennes investissaient 5 fois moins que les entreprises Américaine en nouvelle technologie.

On investi pour remplacer les éléments de capital (amortissement). Pour augmenter sa capacité de production. Formation brut de capital fixe = formation nette de capital fixe + les amortissements

L'investissement dépend essentiellement de deux variables :

- Le coût du capital (le taux d'intérêt réel)
- Dépend des anticipations faites par les chefs d'entreprises concernant l'évolution de la demande.

Tout les pays ne sont pas égaux devant le taux de croissance nécessaire pour faire baisser le taux de chômage.

➤ Croissance – Richesse

- Des critiques naissent pour indiquer que la croissance n'est pas un indicateur de bien être
- La croissance ne fait pas nécessairement le progrès social
- La croissance peut détruire des ressources naturelles non renouvelables et donc nuit à l'environnement
- Des auteurs travaillant dans ce sens : D.Méda, J.Gadrey : Institutions internationales (PNUD)

Indicateurs alternatifs

- Indicateur de développement humain (IDH)
Cet indicateur est la moyenne de trois autres données
 - Le PIB par habitant
 - L'espérance de vie à la naissance
 - Le niveau d'instruction (2/3 taux d'alphabétisation ; 1/3 taux de scolarisation)
- Indicateur de pauvreté humaine (IPH)
Tient compte de quatre critères ayant le même poids
 - La probabilité de décéder avant 60 ans
 - L'illettrisme
 - Le pourcentage de la personne en deçà du seuil de pauvreté
 - Le pourcentage de chômeurs de longue durée
- Indicateur de participation des femmes à la vie économique et politique
- Indicateur évaluant le développement durable (Genuine Progress Indicator)
 - Développement durable : développement qui permet à toutes les populations vivant actuellement sur Terre de satisfaire leurs besoins sans compromettre les possibilités des générations futures.
 - Travaux précurseurs de W.Nordhaus et de J. Tobin (1972)

Analyse conjoncturelle de la croissance

Elle repose sur une égalité macroéconomique fondamentale toujours vérifiée, qui traduit l'équilibre entre l'offre globale et la demande globale d'une économie. Cette égalité répond à une question : A quoi sert la production ?

La production sert à satisfaire des demandes.

Les notations : Y (PIB de l'économie), C (la consommation finale des ménages), I (l'investissement des entreprises), G (les dépenses publiques), X (le niveau des exportation), M (le niveau des importations)

Y + M	=	C + I + G + X
Offre globale		Demande globale
Ressources globales		Totalité des emplois

$C + I$ = Demande interne privée

$C + I + G$ = Absorption, demande interne

Le niveau des importations dépend du taux de change et de la demande interne de l'économie.
 Les exportations dépendent du taux de change et de la demande mondiale.

La consommation des ménages est la composante la plus importante de la demande globale. On crée des richesses essentiellement pour répondre au besoin de consommation.
 Les ménages ne font que consommer sauf lorsqu'ils investissent dans l'immobilier.

Quelles sont les principales variables qui influencent la consommation.

- Revenu disponible des ménages
- Le niveau de l'emploi
- La variabilité du revenu et l'incertitude du revenu
- Le taux d'intérêt

Une des caractéristiques de l'investissement : c'est la composante la plus instable de la demande globale.

L'investissement dépend des taux d'intérêt et des anticipations faites par les chefs d'entreprises quand à l'évolution future de la demande.

ressources 1939,8	PIB	1557,2
	M	382,6
Emplois 1939,8	Consommation Finale Ménages	864,8
	FBCF	294,8
	G	378,3
	X	401,9

En milliards d'€

La France en 2003 a dégagé un excédent courant
 Ce qui signifie que la France a prêté de manière nette à l'extérieur.
 La France vit en dessous de ses moyens.

L'équation fondamentale :

$$Y = \underset{\text{Moteurs internes}}{C + I + G} + \underset{\text{Moteur externe}}{(X - M)}$$

La consommation est le premier moteur économique

L'investissement est le deuxième

Dépenses publiques est le troisième moteur

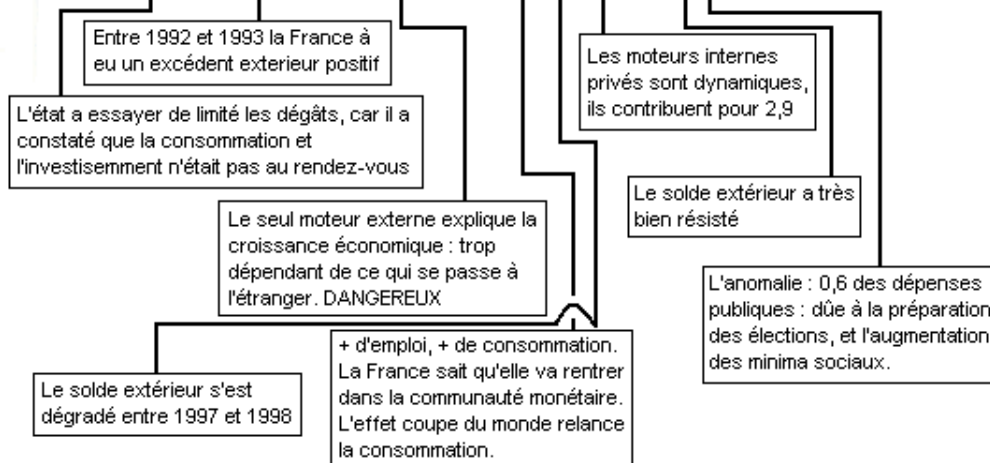
Si le solde extérieur s'améliore d'une année sur l'autre cela signifie qu'il contribue positivement à la croissance économique du pays.

Si $(X-M) < 0$ solde extérieur s'est dégradé

Si $(X-M) > 0$ solde extérieur s'est amélioré

Il existe 4 moteurs potentiels explicatifs de la croissance : 3 internes et 1 externe.

	1993	1997	1998	2000	2001	2002	2003
PIB	-0,9	1,9	3,4	3,8	2,1	1,2	0,5
C	-0,3	0,1	1,9	1,4	1,4	0,8	0,8
I	-1,3	0	1,3	1,5	0,4	-0,4	0
G	1,1	0,5	0	0,6	0,7	1,1	0,6
(X-M)	0,8	1,3	-0,5	-0,1	0,1	-0,2	-0,7
var Stocks	-1,2	0	0,7	0,4	-0,5	-0,1	-0,2



Depuis l'année 2000 on constate un ralentissement de la croissance réelle de l'économie française.

La variation des stocks donne une idée de l'anticipation que peuvent faire les chefs d'entreprises

Chapitre 2 L'inflation

Définition :

Hausse généralisée et auto entretenue du niveau général des prix

Le niveau général des prix est un indicateur particulier

- on mesure la variation de prix du panier de consommation d'un ménage moyen
- On choisit au préalable les biens à prendre en considération ainsi que la part relative de chaque bien dans le total des biens consommés
- L'indice calculé est l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) pour la zone euro

La banque centrale européenne mène son action de telle manière que l'IPCH ai une augmentation inférieure mais proche de 2% / an.

En France, environ 1150 variétés de produits sont concernées. Leurs prix sont relevés dans près de 30 000 points de vente répartis dans 96 agglos de plus de 2 000 Habitants 160 000 relevés de prix sont effectués tous les mois.

L'INSEE surestime le taux de 0,3 à 0,5.

On estime que l'indice mensuel de l'INSEE couvre 95% des achats de consommation des ménages.

Il établit mois après mois l'évolution de l'ensemble des prix des produits et des services.

Il ne prend pas en compte :

- Les jeux de hasard
- Les services hospitaliers
- L'assurance vie
- L'assurance santé

INFLATION \neq DESINFLATION \neq STAGFLATION \neq DEFLATION

Désinflation : Baisse de l'inflation (le cas des années 80, à partir de 1983)

Déflation : Baisse de l'activité économique et du niveau général des prix (baisse des prix)(le Japon)

Stagflation : stagnation de l'activité économique (hausse du chômage) et inflation (le cas des années 70)

Reflation : Reprise du processus inflationniste (fin des années 90)

Thèmes de dossier

- Comment expliquer les variations entre l'euro et le dollar ?
- La crise économique en Argentine
- La crise économique au Japon
- Le Pacte de stabilité et de croissance : intérêt et limites
- Le financement de l'innovation en France
- Le financement des retraites : causes et solutions possibles
- L'attractivité du territoire Français
- Forces et faiblesses des PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale)
- La taxe Tobin
- Faut-il baisser les dépenses publiques en France
- Peut-on éviter les délocalisations ?
- La prise en compte de l'environnement dans la stratégie des firmes
- Les 35 heures : bilan et impact sur l'emploi
- Forces et faiblesse de l'économie américaine
- Les fonds éthiques : intérêt et portée
- Forces et faiblesses de l'économie française
- Environnement et développement durable
- Banques Centrales Asiatiques et dollar
- Les inégalités hommes femmes